SECTION de la VENDÉE

DECLARATION LIMINAIRE

COMITE TECHNIQUE LOCAL
du 17/06/2021

Monsieur le Président,

Les effets dévastateurs de la première vague auront à peine eu le temps d'émerger que la deuxième vague du NRP est déjà en route : des restructurations précipitées pour tenir le calendrier convenu avec la DG, des SGC fragilisés, des SIP et SIE remaniés, des agents déboussolés ne se reconnaissant plus dans les organisations mises en place !
Mais qu'importe, pour la direction générale, il faut aller vite, sans tenir compte des impératifs techniques, des problèmes engendrés… et d'une certaine crise sanitaire, qui a pourtant bouleversé notre quotidien.

Très prochainement, ne subsisteront donc que 6 implantations de SGC en Vendée. Vous aurez ainsi contribué à la désertification de nos zones rurales en supprimant toutes les trésoreries. Nous parlons malheureusement de fermetures sèches, de destruction du réseau, de disparition d'un maillage territorial si cher à nos usagers surtout les plus fragiles !

Votre argumentaire ne peut s'opposer à la réalité. Vous profitez de cet exercice pour redistribuer géographiquement les emplois, les transférant de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, sans tenir compte de la réalité du terrain.

Vous nous direz sûrement que les RH régleront les problèmes au mieux lors du mouvement de mutation. Néanmoins, les agents attendent anxieusement de savoir quel sera leur avenir professionnel !

Nous n'épiloguerons pas plus sur ce sujet. Notre position concernant le NRP reste inchangée. FO-DGFIP reste fermement opposé à cette géographie tellement revisitée qu'elle en perd tout son sens dans l'exercice de nos missions !

Comment peut-on imaginer un instant que le maillage territorial vendu par la Direction Générale comme une avancée du service public puisse répondre aussi efficacement que l'ensemble des agents des finances publiques qui, jour après jour, n'ont eu de cesse de démontrer leurs compétences et leur capacité d'adaptation malgré tout !

Autre point de l'ordre du jour : le télétravail.
La crise sanitaire a plongé les agents des finances publiques dans ses méandres, les entraînant précipitamment pour bon nombre d'entre eux dans une nouvelle manière de travailler.

FO-DGFIP le rappelle, le télétravail n'est pas anodin !
De fait, on ne peut que constater qu'il isole les agents de leur environnement professionnel, modifiant ainsi leurs relations au sein des groupes de travail existants tout en changeant profondément leur organisation.

→ **Le constat est différent suivant les collègues, certains le rejetant, d'autres l'acceptant à petite dose bon gré mal gré à cause de la situation actuelle, d'autres encore ayant trouvé un épanouissement en télétravail qu'ils n'avaient pas forcément au bureau.**

C'est pourquoi FO-DGFIP rappelle son attachement à un télétravail encadré, volontairement choisi par des agents en toute connaissance de cause et en ayant mesuré toutes les conséquences pratiques, sociales et psychologiques. Le volontariat doit rester la règle !

De la même manière, FO-DGFIP refuse que le collectif de travail soit sacrifié. Dans ce cadre, il conviendra donc de veiller à adapter les modes d'organisation du travail et encadrer avec la plus grande vigilance les pratiques managériales.

Il ne nous a pas échappé qu'avec les cessions immobilières possibles à terme, l'objectif majeur du déploiement massif du télétravail est sans conteste la facilitation des fermetures de services. L'administration a clairement décidé de s'appuyer sur ce nouveau mode d'organisation pour exécuter ses plans mortifères.

À l'ordre du jour de ce CTL figuraient initialement le tableau de veille sociale et le bilan de la formation professionnelle de la DDFIP. Faute de transmission de documents dans les temps, nous vous avons demandé l'ajournement de ces deux points.

Enfin, nous ne pourrions clôturer cette déclaration liminaire sans aborder la campagne d'impôt sur le revenu.
Pour FO-DGFIP, force est de constater que si la propagande de la DGFIP consiste à mettre toujours plus en avant les canaux dématérialisés de l'accueil, sur le terrain les services sont exsangues…
Dans ce contexte, les directions locales mettent en place une organisation ubuesque créant le cercle vicieux des renforts entre services qui finissent par devoir être renforcés parce qu'ils sont eux-mêmes renforts… À ce jeu-là, il ne faut pas être le dernier service à qui on fait appel… parce qu'on ne voit jamais les renforts arriver !

Cette situation met cruellement en lumière le manque d'effectifs que nous dénonçons depuis des années, démontrant plus que jamais les effets délétères des suppressions d'emplois sur le fonctionnement des services et les conditions de travail des personnels.

S'il est une action à porter au crédit de la Direction Générale, c'est d'avoir réussi à démotiver de nombreux collègues, même les plus investis : perte du sens du travail, des priorités, ordres et contre-ordres, manque de reconnaissance et on en passe...
Mais en fait, n'est-ce pas l'objectif poursuivi ?

Finalement, les agents sont embarqués dans une vraie galère.
Galériens, sortez les rames,
Mais il n'y a plus assez de bras pour les tenir,
Et ce capitaine qui n'a de cesse d'augmenter la cadence du tambour !

Nous voyons bien le final annoncé : tel le Titanic, le bateau DGFIP sombre !